

LA PROTECTION DU TERRITOIRE NATIONAL

Par le lieutenant Lise Moricet

L'ENGAGEMENT DES AVIATEURS partout sur le territoire national, garantit la protection des Français. Une Armée de l'air qui assure en permanence ses missions avec expertise et réactivité.

« L' »

Armée de l'air est, encore en 2019, au rendez-vous des opérations. Elle a la capacité de conduire l'intégralité du spectre des missions dans la troisième dimension, grâce aux 3 000

Aviateurs et 90 aéronefs de l'Armée de l'air qui sont engagés en permanence en mission opérationnelle, sur les théâtres extérieurs (en Afrique ou au Levant), en tant que forces de souveraineté et de présence (en Guyane ou à Djibouti par exemple), mais également sur le territoire national », déclarait le général Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air (CEMAA), le 10 octobre 2019 en s'adressant aux 577 députés siégeant à l'Assemblée Nationale. Souvent assimilé à des actions en opérations extérieures, le champ d'action de l'Armée de l'air est en réalité bien plus étendu. Multi-facettes, les Aviateurs sont engagés sur les théâtres d'opérations, mais protègent, et ce, de manière permanente, le territoire national. Une mission prioritaire pour 2020. « ces actions s'inscrivent dans un nouveau contexte géopolitique et militaire, qui nous incite à développer de nouvelles stratégies, adaptées à de nouveaux champs de confrontation. Comme l'a rappelé Madame la Ministre, le projet de loi de finances 2020 va nous permettre de poursuivre la remontée en puissance de nos armées, de l'Armée de l'air notamment, pour que nous continuions à assurer notre mission première, immuable, de protection

Les Aviateurs protègent de manière permanente le territoire national



des Français » précise le CEMAA. Les Aviateurs s'engagent en effet dans de nombreuses missions au service de la France. Ils mettent en œuvre des bulles de protection, que l'on appelle dispositif particulier de sûreté aérienne (DPSA), à l'occasion de grands événements qu'il faut protéger tels que les cérémonies du défilé du 14 juillet. Parmi les interventions marquantes, nous pouvons citer celle du 29 mars 2019, lorsque deux avions de combat français décollent après avoir détecté des bombardiers russes en approche. En octobre 2018, l'Armée de l'air intervient dans l'Aude suite aux inondations. Elle se mobilise également aux Antilles en septembre 2017, après le passage de l'ouragan Irma. Autant d'actions que les Aviateurs mènent avec professionnalisme. « L'Armée de l'air participe à la protection du territoire national, en particulier de l'espace aérien et des points d'intérêts

vitaux que sont par exemple les bases aériennes, mais aussi les centrales nucléaires. Les Aviateurs participent également à la mission de dissuasion au travers de la Composante nucléaire aéroportée. Tous les jours, les forces aériennes stratégiques, appuyées par l'ensemble des forces, réalisent des manœuvres de montée en puissance, de démonstration, de test de l'ensemble de la chaîne de commandement détaille le CEMAA.

Une supériorité aérienne maîtrisée notamment grâce à la posture permanente de sûreté aérienne (PPS) de la France. « Elle assure la défense du territoire contre toute menace aérienne avec une grande réactivité avec des équipages en alerte à 7 minutes de jour et à 15 minutes de nuit, poursuit le général Lavigne. Au premier semestre 2019, l'Armée de l'air a réalisé 140 décollages sur alerte pour assister ou contraindre des aéronefs en difficulté ou en infraction. » ■

CHRISTOPHE LEJEUNE
Député - rapporteur d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la défense nationale et des forces armées.



« Souvent décrite comme "la Sentinelle du ciel", la mission de police du ciel est en fait bien plus complète qu'une mission de sûreté, puisqu'elle comprend également un volet d'assistance en vol. Sans doute avez-vous ainsi entendu parler de l'accompagnement par deux Rafale de Saint-Dizier, il y a quelques semaines, d'un avion de tourisme britannique piégé au-dessus d'une couche de nuages et incapable de la traverser seul. Le pilote a ainsi été "guidé" par nos chasseurs afin de se poser, en sécurité, sur la base aérienne de Luxeuil. Premier exemple : il n'est désormais plus si rare que nos chasseurs décollent afin « d'accompagner » — d'autres diraient "escorter" — des bombardiers russes à long rayon d'action qui évoluent au large de nos côtes. Deuxième exemple : une bulle de protection, que l'on appelle "dispositif particulier de sûreté aérienne" (DPSA), a été mise en place à Paris à l'occasion des cérémonies du 14 Juillet. Troisième exemple, l'évasion spectaculaire par hélicoptère de Rédoune Faïd de la prison de Réau, le 1^{er} juillet 2018. Quatrième illustration : les inondations de l'Aude ou l'ouragan Irma, aux Antilles, qui ont mobilisé de nombreux moyens aériens. Enfin, cinquième et dernier exemple : la campagne annuelle de lutte contre les feux de forêt, appelée "Héphaïstos", à laquelle l'Armée de l'air contribue fortement. Actions de police administrative ou judiciaire, secours aux populations et mobilisation lors de crises de sécurité civile, sûreté et sûreté aérienne, lutte contre les trafics de tous genres (soulignent l'importance de l'interministérialité, du rôle des armées et des moyens militaires employés. »

Un Rafale de l'Armée de l'air intervient dans le cadre d'une mission d'assistance en vol au profit d'un avion de tourisme.

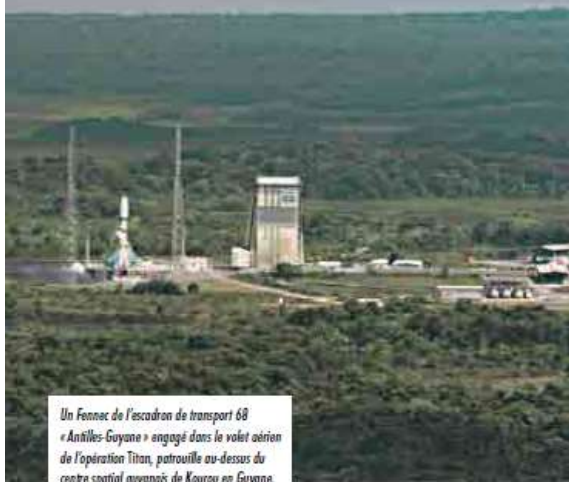


Les Aviateurs concourent à la protection de l'espace aérien français, à travers les missions de police du ciel et de lutte anti-drone. Une protection qui s'étend désormais au domaine spatial. Un engagement qui se traduit aussi au contact de la population au profit de l'opération *Sentinelle*.



En 2018, on dénombre près de 150 décollages sur alerte pour les chasseurs et hélicoptères de l'Armée de l'air.

PROTÉGER PAR LES AIRS



Un Fennec de l'escadron de transport 68 « Antilles-Guyane » engagé dans le volet aérien de l'opération Titan, patrouille au-dessus du centre spatial guyanais de Kourou en Guyane.

Aéronefs civils et militaires français comme étrangers évoluent chaque jour dans l'espace aérien français. Au sein de ce carrefour de l'Europe, on observe au-dessus du sol français près de 2,3 millions de survols par an, soit 12 000 aéronefs par jour, avec 1 400 survols en instantané au pic de trafic. De plus, selon le rapport d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la Défense nationale et des forces armées, « les prévisions de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), le trafic aérien commercial devrait continuer à croître à hauteur de 3 % à 4 % par an, ce qui laisse présager d'un doublement de l'activité aérienne d'ici 2035. »

Terrain d'enjeu depuis toujours, l'espace aérien est devenu un environnement extrêmement surveillé d'autant plus, après les attentats du 11 septembre en 2001, aux États-Unis. Un événement traumatisant inscrit dans la mémoire collective. À ce titre, la France adopte la posture permanente de sûreté aérienne se traduisant par la mission appelée « police du ciel ». Elle consiste non seulement à la protection de l'espace aérien français mais aussi à faire respecter dans l'espace aérien français les règles de navigation aérienne ou encore à porter assistance. Mission interministérielle, elle est confiée à l'Armée de l'air.

LA POSTURE PERMANENTE DE SÛRETÉ AÉRIENNE

Comme le veut le code de la Défense, le Premier ministre est responsable de la sûreté aérienne, dont la mise en œuvre est confiée au chef d'état-major des armées. Le commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) de l'Armée de l'air, est quant à lui, chargé de l'exécution de cette mission. Placé sous la responsabilité directe du Premier ministre, le commandant du CDAOA assure le rôle de haute autorité de défense aérienne (HADA). Une chaîne hiérarchique réduite, permettant une remontée d'informations rapides, essentielles à la prise de décision. Elle se traduit pour les pilotes français par la mise en place de la permanence opérationnelle (PO), assurée généralement par quatre plots de deux chasseurs – Rafale, Mirage 2000-5 ou Mirage 2000C – à partir le plus souvent des bases aériennes 118 de Mont-de-Marsan, 115 d'Orange, 113 de Saint-Dizier et, de la base aéronavale de Lorient. Les hélicoptères Fennec implantés sur les bases aériennes 113 de Saint-Dizier, 106 de Bordeaux, 115 d'Orange et 107 de Villacoublay prennent également l'alerte. Leur action repose sur un processus éprouvé : détecter, identifier, classer, et intervenir. Le centre national des opérations aériennes (CNOA) stationné sur la base aérienne 942 de Lyon-Mont-Verdun est le centre

névralgique et joue le rôle de coordinateur. Au sein de cet ouvrage enterré, les Aviateurs procèdent à un travail minutieux de classification de la menace, en fonction des informations recueillies. Pour ce faire, ils s'appuient sur plus de 50 radars militaires et 27 radars civils qui assurent la surveillance du trafic aérien. Ce réseau requiert la mise en œuvre de moyens complémentaires comme l'avion de détection de contrôle aéroporté E-3F *Awacs*. Ce maillage est centralisé par trois centres de détection et de contrôle : Lyon-Mont-Verdun, Cinq-Mars-la-Pile, près de Tours, et Mont-de-Marsan. L'ensemble des données converge ensuite vers le CNOA. En cas de doute ou de menace avérée, la HADA déclenche l'intervention c'est-à-dire le décollage des aéronefs en alerte. Les chasseurs sont alors mobilisés selon diverses « menaces » : attaques de cibles sensibles (centres de commandement militaires, sites nucléaires militaires et civils ou des infrastructures stratégiques) ; interventions d'assistance en vol (panne, erreur de navigation d'avions de loisirs). En effet, « la France connaît

Une mission interministérielle confiée à l'Armée de l'air



Visualisation de la situation réelle au-dessus du territoire national depuis le centre national des opérations aériennes (CNOA)

La sûreté aérienne s'inscrit désormais dans un cadre spatial

une activité aérienne dynamique, avec 65 aéroports et 1 863 aérodromes (659 publics, 441 privés, 763 dédiés au trafic ULM)», selon le rapport d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la Défense nationale et des forces armées. Des chiffres qui confortent l'importance du rôle tenu par l'Armée de l'air.

Pour aller plus loin, et afin de renforcer la protection aérienne de certains événements, l'Armée de l'air est amenée ponctuellement à déployer des dispositifs particuliers de sûreté aérienne (DPSA). À titre d'exemples : le sommet du G7 de Biarritz, les commémorations du 14 Juillet ou encore le 53^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget. Un DPSA prend la forme d'une bulle

de protection, permettant d'interdire l'accès à l'espace aérien à tout aéronef pour qu'il ne constitue pas une menace potentielle. Outre les moyens aériens, des moyens de défense sol-air peuvent également être mis en place,

comme le SAMP Mamba ou le Crotale NG, des systèmes d'armes sol-air de courte et de moyenne portées dotés de moyens de surveillance et de détection et équipés de radars et de missiles. Événement de grande ampleur hors métropole sont également à citer. Comme le 19 décembre 2018, jour de lancement du satellite d'observation militaire de la composante spatiale optique (CSO-1) à Kourou en Guyane, un DPSA de grande complexité en raison des moyens

engagés a été réalisé, et renforcé par l'opération Buba. En effet, en Guyane, l'Armée de l'air a la responsabilité, à garantir la souveraineté de l'espace aérien, à travers une HADA locale, sur le même principe qu'en métropole. Pour l'occasion l'Armée de l'air a mobilisé sur place deux hélicoptères Fennec de l'escadron de transport 68 « Antilles-Guyane » et le radar de défense aérienne GM406 du centre de contrôle militaire. Deux Rafale de la 4^e escadre de chasse de la base aérienne de Saint-Dizier, un C-135 de l'escadron 2/91 « Bretagne » devenu depuis 4/31 « Sologne » de la base aérienne d'Istres et enfin un Awacs E-3F de la 36^e escadre de commandement et de conduite aéroportés de la base aérienne d'Avord sont venus depuis la métropole.

UN ENGAGEMENT CONTINU FACE AUX NOUVELLES MENACES

La sûreté aérienne s'inscrit désormais dans un cadre spatial. Comme le démontre la récente création du commandement de l'espace, annoncé le 13 juillet dernier par Emmanuel Macron, Président de la République. Un commandement officiellement créé le 3 septembre dernier qui répond au besoin d'anticiper les ruptures technologiques en se dotant d'une doctrine des opérations dans l'espace notamment grâce au programme nommé « maîtrise de l'espace ». Ce dernier traitera de deux volets : la défense active des satellites et la surveillance. Les prémisses d'une surveillance spatiale, étant déjà assurée par le CDAQA, par l'intermédiaire du centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux (COSMOS). Grâce aux radars de détection des orbites basses « grand réseau adapté à la veille spatiale » (GRAVES) et radars de trajectographie « système

d'acquisition et de trajectographie des avions et des munitions » (SATAM).

Par ailleurs, depuis 2015, l'Armée de l'air fait face à une nouvelle forme de menace aérienne, complexe et difficile à appréhender : les drones de petite taille. Aujourd'hui, tout drone est perçu comme une menace potentielle. Le système moyen interarmées de lutte anti-drones (MILAD) permet de créer des moyens adaptés permettant d'équiper les forces au sol. Le CDAQA a donc conduit plusieurs expérimentations, sur la base aérienne de Villacoublay, afin d'évaluer les outils disponibles, dont un dispositif développé par Aéroports de Paris (ADP), en partenariat avec la direction des services de la navigation aérienne de la direction générale de l'aviation civile. Cette lutte anti-drones (LAD) a vocation à déterminer les enjeux de détection, afin d'être en mesure de repérer les appareils, de les identifier et de les classer et surtout de s'assurer du respect des règles de navigation applicables. Innovante, l'Armée de l'air possède depuis le 1^{er} septembre 2015, son centre d'excellence drone (CED) devenu récemment le centre initial de formation des équipages drone (CIFED). Unité installée sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence, le CIFED tisse des relations avec un nombre conséquent d'acteurs interministériels et civils dans des domaines tels que la formation, la technologie, l'innovation et les nouveaux concepts. Il compte un ensemble de moyens techniques qui constituent un *Mission Lab* (laboratoire de recherche, de tests et de validation de systèmes). Plus récemment l'Armée de l'air s'est dotée d'équipements spécifiques de détection et brouillage, acquis et expérimentés en 2019 lors d'événements particuliers, en partenariat avec ADP et l'Agence d'Innovation de la Défense (AID). ■

Les Aviateurs participent à la lutte antiaérienne lors d'événements majeurs, comme ici en 2018 lors des commémorations du centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918.



OPÉRATION SENTINELLE

La protection du territoire ne s'écrit pas uniquement dans les airs mais se traduit également par un engagement sans faille des Aviateurs au sol. L'opération Sentinelle, en est le parfait exemple. Gilet pare-balles sur les épaules et l'arme



empoignée, les militaires de l'Armée de l'air participent activement à la sécurité des Français sur plusieurs sites métropolitains. Prenons l'exemple de Paris, aéroport d'Orly, samedi 18 mars 2017, où une patrouille composée d'aviateurs a su neutraliser un individu armé qui avait ouvert le feu. Opération interarmées, Sentinelle vise à protéger la population et à sécuriser les sites les plus sensibles, à Paris comme en province, et dans les territoires outremer. Lancée le 14 janvier 2015 par Monsieur Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, en réponse aux attentats du début de l'année, l'opération Sentinelle est devenue le volet militaire du plan gouvernemental Vigipirate. Un plan de renforcement de la sécurité générale du pays, auquel les trois armées participent. Il est destiné à prévenir les risques et menaces ou à réagir face aux actions terroristes. Alliant complémentarité et coordination, Sentinelle agit en appui des forces de sécurité intérieure et de sécurité civile. Au total, ce sont près de 10 000 militaires des trois armées qui sont déployés partout en France pour assurer la sécurité des populations. L'Armée de l'air est engagée sur plusieurs sites métropolitains : dans les aéroports de Nice, Orly et Bordeaux, mais aussi dans les gares, le métro et le tramway à Bordeaux, Toulouse et Paris-Orly. Dissuader et protéger, telle est la mission principale de cette opération intérieure (OPINT).

Mission d'entraînement à l'évacuation d'un blessé depuis un bateau de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM).



Les Aviateurs prennent part aux missions de recherche et de sauvetage et interviennent aussi lors de catastrophes naturelles. Ils sont également au rendez-vous des opérations en terre guyanaise dans le cadre de la mission Harpie ou encore sur le sol métropolitain pour l'opération Héphaïstos.

Réactivité et adaptabilité sont les maîtres-mots des spécialistes de l'Armée de l'air mobilisés en tout temps et en tout lieu, parfois dans des conditions extrêmes. En appui des forces de sécurités intérieures et civiles, ils opèrent face aux menaces afin de porter assistance à la population. Comme l'explique le rapport d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la Défense nationale et des forces armées. « Sur le territoire national, les moyens aériens sont placés sous la responsabilité du préfet de département ou du préfet maritime et, conformément à la doctrine générale de la gestion des crises sur le territoire national, le préfet de zone de défense et de sécurité assure une mission de répartition des moyens sur la zone de défense et de sécurité et d'allocation des moyens extra-départementaux, hors ceux du ministère des Armées. »

DES MISSIONS PRIORITAIRES DE SECOURS À LA POPULATION

En France, la mission interministérielle de recherche et de sauvetage (Search and Rescue – SAR) des aéronefs accidentés et de leurs occupants incombe à l'Armée de l'air. Elle est gérée par le centre de coordination et de sauvetage (CCS) français. Plusieurs hélicoptères et leurs équipages sont alors en alerte 24h/24 et 7j/7 prêts à intervenir et à effectuer des missions de sauvetage maritime (SAMAR) ou terrestre (SATER) sous demande du CCS. « Au total, 120 militaires, dispersés au sein de diverses structures comme le centre national des opérations aériennes ou les centres de détection et de contrôle sont mobilisés en permanence, sans interruption, afin de remplir cette mission, sans que celle-ci ne constitue leur seule activité », précise le rapport d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la Défense nationale et des forces armées. Une fois l'alerte donnée par le CCS, afin de réagir rapidement dès la survenance de la crise, les hélicoptères Fennec des escadrons 3/67 « Parisis » des bases aériennes de Villacoublay et 5/67 « Alpilles » d'Orange, les hélicoptères Puma de l'escadron 1/44 « Solenzara » de la base aérienne de Solenzara ainsi que les hélicoptères Caracal de l'escadron 1/67 « Pyrénées » de la base aérienne de Cazaux peuvent être mobilisés. Toujours selon le rapport d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la Défense nationale et des forces armées : « 3 215 incidents SAR ont été constatés en 2018, soit une hausse de 10 % en un an, ce qui constitue une évolution logique au regard de l'augmentation du trafic aérien. 62 opérations ont été conduites, représentant

124 heures et 20 minutes de vol, dont 58 heures et 46 minutes réalisées par l'Armée de l'air. Quant aux appareils en cause on compte quinze avions, quatre hélicoptères et douze ULM. » Depuis le 1^{er} septembre 2015, l'Armée de l'air ne dispose plus que d'un seul centre de coordination de sauvetage (CCS), situé sur la base aérienne 942 de Lyon – Mont Verdun.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'accident mais de catastrophes naturelles, les Aviateurs répondent aussi présents. Comme le démontre les actions des militaires suite au 6 septembre 2017 après le passage de l'ouragan Irma. Un bouleversement climatique qui a dévasté

les Antilles et la Floride, et provoqué des dégâts considérables sur les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. Immédiatement mobilisés, les militaires de métropole sont venus en aide aux populations sinistrées en acheminant des moyens matériels et humains. Une nouvelle fois, au travers de ses actions, l'Armée de l'air a démontré sa réactivité et son savoir-faire : secourir et protéger les populations, rétablir rapidement les communications et multiplier les ravitaillements en eau et en vivres. Notamment grâce aux moyens humains et matériels des forces armées en Guyane (FAG) venus renforcer le dispositif avec un avion de transport tactique Casa, deux hélicoptères Puma de

Porter assistance à la population

Les Puma de l'escadron d'hélicoptères 1/44 « Solenzara » interviennent jusqu'en haute montagne.



SECOURIR DEPUIS LE CIEL



Aviateurs et forces de la sécurité civile travaillent à l'unisson pour l'opération Héphaïstes contre les feux de forêt.



En 2017, les hélicoptères Puma de Martinique et de Guyane ont affrété de l'eau à la population sinistrée suite au passage de l'ouragan Irma aux Antilles.



Venu de métropole, un Casa de la 64e escadre de transport d'Evreux a évacué les Français après la catastrophe naturelle survenue en fin d'année 2017 aux Antilles.

Martinique et de Guyane. Des capacités d'aérotransport et de treuil, qui ont permis d'intervenir rapidement pour secourir les populations en transportant du matériel d'urgence et en rapatriant des blessés vers les hôpitaux et centres de secours de Guadeloupe. Depuis la métropole, les équipages français ont mis en place un pont aérien en direction de la Guadeloupe, via un A340 de l'escadron de transport 3/60 « Estérel » de Creil, accompagné de convoyeurs de l'escadron aéro-sanitaire 6/560 « Étampes » de Villacoublay. Aux côtés d'un Casa de la 64e escadre de transport (ET) d'Evreux et de deux A400M Atlas de l'escadron de transport 1/61 « Touraine » d'Orléans, venus également prêter main-forte.

DE LA LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE À LA PRÉVENTION DES FEUX DE FORÊT

Tout au long de l'année, les avions de transport et hélicoptères de l'Armée de l'air sont aussi engagés dans les missions confiées aux forces armées en Guyane, dont la lutte contre l'orpillage clandestin. Une opération interministérielle et interarmées nommée Harpie. Lancée en 2008 pour lutter contre l'orpillage illégal, elle fait partie des missions les plus emblématiques confiées aux forces armées en Guyane (FAG). Grâce à l'action continue des autorités françaises, les sites clandestins d'orpilleurs illégaux sont en recul depuis plusieurs années. Aux côtés du 9e régiment d'infanterie de marine et

du 3e régiment étranger d'infanterie, les Casa CN235 et hélicoptères interviennent de façon complémentaire depuis la base aérienne 367 de Cayenne-Rochambeau. Si les Casa apportent allonge et capacité d'emport, les hélicoptères permettent, quant à eux, d'accéder à toutes les zones d'opérations. Avec douze aéronefs, l'escadron de transport 68 « Antilles-Guyane » constitue l'unité navigante de l'Armée de l'air la plus dotée d'outre-mer. Sa flotte regroupe trois avions de transport Casa CN235, cinq hélicoptères moyens Puma et quatre hélicoptères légers Fennec. En Guyane, l'Armée de l'air participe également à une mission encore peu connue de police des pêches à laquelle des Aviateurs fournissent du renseignement et du guidage.

En métropole, les hommes et les femmes de l'Armée de l'air à l'expertise multiple s'engagent aux côtés des forces de la protection civile pour faire face aux risques de feux de forêt. En effet, chaque année en période estivale, le sud de la France est le théâtre d'une opération de taille : Héphaïstes. De juin à septembre, l'Armée de l'air intervient dans le cadre de la prévention et lutte contre les feux de forêt. Depuis 1984, des militaires viennent renforcer les forces de sécurité et les sapeurs-pompiers dans quinze départements, des Pyrénées-Orientales aux Alpes-Maritimes, en passant par la Drôme, l'Ardeche et la Corse. L'Armée de l'air fournit, au profit de

Les Aviateurs multiplient leurs engagements aux côtés des forces de la protection civile

la sécurité civile, des modules adaptés de surveillance (MAS) composés d'Aviateurs volontaires ou désignés, de toutes les spécialités, provenant des bases aériennes d'Orange, d'Istres, de Salon-de-Provence et de Solenzara, cette dernière accueillant, par ailleurs, des avions de la sécurité civile chaque été. Une capacité de gestion des moyens « 3D » : constituée d'un détachement spécialisé de l'Armée de l'air, intégré au sein de la cellule des opérations aériennes de la sécurité civile auprès de la préfecture de la zone sud, cette cellule est chargée de garantir la coordination des mouvements aériens des aéronefs du détachement d'intervention héliporté avec ceux des moyens aériens de la sécurité civile. Cette année, la contribution des armées mobilise 50 militaires de l'armée de Terre et de l'Armée de l'air, trois hélicoptères, 17 véhicules, selon le rapport d'information du 17 juillet 2019, de la commission de la Défense nationale et des forces armées. ■



Survail d'un site d'orpillage clandestin par les hélicoptères de la base aérienne 367 de Guyane.